

Bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative

Date de la contribution : 04/12/2021

Introduction

La pose de LINKY est une belle arnaque que les Français vont découvrir rapidement en économie (ce n'est pas en changeant de compteur que l'on va faire plus d'économie et consultant ses consommations sur iphone et compagnie, à condition d'en posséder un de ce genre d'appareil.) Et que deviennent les personnes sensibles aux ondes ?

Que devient le service publique ?

2. UN PROJET QUI A ATTEINT SES OBJECTIFS DE COUTS ET DE DELAIS

Question 1 : Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

Il y a eu trop de pressions, parfois fortes à l'encontre des personnes refusant le compteur, ce qui est particulièrement choquant dans un contexte social de plus en plus attentif à toute forme de harcèlement et indigne de la part d'un service public. De même les personnes résidant en habitat collectif se sont vu remplacer leurs compteurs, nonobstant leurs refus, même motivés médicalement. Dans certains cas, cela relève de la maltraitance.

3. DES GAINS GLOBALEMENT AU NIVEAU DES ATTENTES

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

Pas d'avis

Commentaire :

Les retours que nous avons sont contrastés: Certains usagers s'estimant gagnants, d'autres perdants sur le plan financier. Par ailleurs certains abonnés se sont plaints de dysfonctionnements plus ou moins graves d'équipements électroniques 3.3.2 Les coûts de relève résiduelle

3.3.2 Les coûts de relève résiduelle

Question 3 : Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Pas d'avis

Commentaire :

Il peut sembler logique de faire peser le coût de la relève individuelle sur ceux qui la demandent. Mais cette même logique voudrait que les personnes qui ne veulent pas du Linky ne soient pas tenues de le financer, ce qu'elles ont pourtant fait dans leur abonnement, comme tout le monde. Si l'on veut être juste, il faut l'être jusqu'au bout.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Il y a une logique dans le texte. Encore faut-il que les coûts estimés de la relève soient conformes aux coûts réels et ne constituent pas une tarification punitive.

Question 5 : Que pensez-vous des montants proposés ?

Dans le prolongement de la remarque précédente: Il faut que ces coûts soient établis en toute transparence et vérifiables par des représentants d'usagers. Il faut par ailleurs maintenir l'option d'une facture annuelle avec mensualisation des versements sur la base des consommations de l'année n-1 avec régularisation au moment du relevé annuel. 4.2.1 Renforcer la performance de la chaîne communicante

4.2.1 Renforcer la performance de la chaîne communicante

Question 6 : Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Je n'ai pas d'avis sur ces indicateurs dont les concepts ne me parlent guère.

Question 7 : Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

Pas d'idée sur cette question très technique. 4.2.2 Faciliter la concrétisation des gains à l'échelle de la collectivité

4.2.2 Faciliter la concrétisation des gains à l'échelle de la collectivité

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Sans avis.

Question 9 : Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

Verser des indemnités directement au consommateur pour adresser les difficultés rencontrées par les consommateurs

4.2.3 Verser des indemnités directement au consommateur pour adresser les difficultés rencontrées par les consommateurs

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

Favorable

Commentaire :

Dès lors qu'il y a préjudice il est normal d'indemniser.

Question 11 : S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?

Je n'ai pas d'idée précise quant à ce seuil, mais je considère qu'il doit être établi de sorte que les frais de traitement du préjudice n'excèdent pas le montant de l'indemnité à verser